



CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

Union Locale des Syndicats de l'Isère

BP 385, 38015 GRENOBLE cedex 1 – ul38@cnt-f.org – cnt-f.org/ul38

Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'éducation - **STE 38**/ syndicat santé social et fonction publique territoriale – **SANSO 38**/ syndicat des travailleurs de l'industrie du commerce et des services – **STICS 38**/ syndicat unifié du bâtiment - **SUB 38**

Le recul social ne se négocie pas, il se combat !

Les gouvernements changent mais pour les travailleur-se-s rien ne change, ce sont toujours les mêmes politiques au service du patronat qui se mettent en place. Du pacte de compétitivité à l'accord « sécurisation de l'emploi » du 11/01/2013, on retrouve la même logique : des cadeaux au Medef, les véritables dirigeants du pays, et l'austérité pour nous.

Les plans de licenciements s'enchaînent, l'accès aux soins et au logement devient problématique, la précarité et la misère s'installent durablement, on taille dans la dépense publique, c'est-à-dire la santé, les transports... la riposte sociale est réprimée, criminalisée. On continue les mêmes politiques racistes contre les sans-papiers, les roms, boucs émissaires d'une crise qui profite aux riches.

La relance de la compétitivité c'est...

Le gouvernement nous vend sa relance de la «compétitivité» : 20 milliards d'exonération de cotisations sociales (ce qui signifie une baisse de nos salaires socialisés et sacrifie notre système de protection sociale), hausse de 2 points de la CSG, hausse de la TVA, c'est à dire un impôt qui prend à tous-tes pour donner au patronat et aux actionnaires... Tandis que le gouvernement ne cesse de caresser le MEDEF dans le sens du poil, qu'en est-il pour les employé-e-s de PSA, ARCELOR, Renault et consorts, les licencié-e-s, les précaires, victimes quotidiennes des politiques d'austérité et des restructurations capitalistes ? Ce n'est pas l'augmentation du SMIC de 3 centimes par heure, ni les miettes prévues pour les bénéficiaires du RSA (une soixantaine d'euros sur 5 ans, de qui se moque-t-on ?) qui vont y changer quelque-chose !

...plus de licenciements

Comme s'il n'y avait pas assez de licenciements un accord national a été signé pour les accélérer. Le nouvel accord national interprofessionnel pour «la sécurisation de l'emploi» de 2013 a été présenté comme une victoire du dialogue social, il a été signé par le MEDEF et trois «syndicats» de salarié-es (CFTC, CGC, CFDT). Mais une victoire pour qui ? Cet accord valide les plus importants reculs sociaux de ces dernières années.

...et la remise en cause de droit du travail.

En contrepartie de quelques ajustements mineurs pour satisfaire les syndicats traîtres (CFTC, CGC, CFDT), cet accord est une machine de guerre patronale pour pouvoir virer, licencier plus facilement, pour pouvoir remettre en cause le droit du travail, augmenter la précarité.

Le patron pourra baisser les salaires et augmenter le temps de travail avec les accords de «maintien dans l'emploi». Les salarié-e-s ont le «droit» de refuser mais ils-elles seront alors licencié-e-s. Le patron pourra demander la mobilité à ses salarié-e-s/esclaves, en cas de refus, ce sera la porte.

Les plans sociaux seront facilités, leur contestation rendue beaucoup plus difficile, le temps pour poursuivre son patron aux prud'hommes sera largement réduit.

De même cet accord soi-disant pour lutter contre la précarité va développer les CDI intermittents (pour le moment limités à certaines branches) c'est-à-dire généraliser ces contrats précaires.

On comprend la **logique de cet accord, les travailleur-se-s** seront encore plus des **variables d'ajustement soumis au bon vouloir patronal**. On te presse au maximum et dès qu'on n'a plus besoin de toi, on te jette !

Ça nous permet de voir que le dialogue social tant vanté n'est qu'un moyen de faire avaler la pilule des reculs sociaux aux travailleur-se-s. **Le seul dialogue social qui peut nous faire gagner est la lutte, la grève, les occupations, le sabotage.**

Pour l'égalité sociale et l'autogestion !

La «gauche» au pouvoir présente cet accord comme une réussite et veut le mettre en place au plus vite. Nous voyons bien que ce ne sont pas les élections qui peuvent changer quelque chose, c'est en reprenant conscience de nos forces que nous pourrions reprendre ce qui nous appartient.

Nous appelons les travailleur-se-s à quitter les « syndicats » qui ont signé ces accords pour rejoindre des syndicats de lutte. **Nous appelons** les organisations syndicales non signataires à ne pas se contenter de critiquer oralement ce recul social mais à participer à la construction d'un mouvement de grève interprofessionnelle à la base.

Nous appelons tou-te-s les travailleur-se-s, les précaires, les chômeur-se-s à se mobiliser contre l'accord de « sécurisation de l'emploi », contre la politique patronale de ce gouvernement, contre les mesures d'austérité, **pour le partage des richesses, pour l'égalité sociale et l'autogestion.**

Je souhaite recevoir gratuitement le Combat Syndicaliste, organe de presse de la CNT pendant 3 mois

Je souhaite recevoir les infos de la CNT38 par mail ou courrier

Je souhaite rencontrer un/e adhérent/e de la CNT 38

Nom :

Prénom :

Adresse :

Mail :

Permanence tous les mercredi de 18h à 19h au 102, 102 rue d'Alembert - Grenoble

La CNT, c'est quoi ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation, telle qu'elle a été définie par ses fondateurs et qui reste plus que jamais d'actualité englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle a écrit les plus belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier. Parce qu'elle est directement issue du peuple qu'elle représente au plus près ses intérêts. Parce qu'elle remet en cause le rôle dirigeant des partis au sein du mouvement social. Parce qu'elle offre une structure solide sur laquelle s'appuyer pour lutter au quotidien et pour, ensuite, réorganiser la société.

DE COMBAT ! Parce que la plupart des syndicats sont actuellement englués dans la collaboration avec les classes dirigeantes. Parce que l'État et le patronat ne se laissent pas convaincre par de belles paroles. Parce que les intérêts des travailleurs et travailleuses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que seule la lutte est payante (grèves, occupations, manifestations, boycott...). Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les permanents syndicaux, dans leur ensemble, génèrent la passivité et la bureaucratie au sein de leurs organisations. Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqué-e-s elles et eux-mêmes. Parce que nos délégué-e-s sont élu-e-s sur des mandats précis et qu'ils et elles sont révocables à tout moment par l'assemblée générale du syndicat. Parce que nous tenons à l'autonomie des syndicats locaux et au fédéralisme. Parce que nous préconisons l'auto-organisation des luttes (comités de grève, coordinations...).

SOLIDAIRE ! Parce que les hiérarchies de salaires et de fonctions ainsi que les différences de statuts, renforcent les divisions et l'égoïsme au sein de la population et s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée... Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles ou intercatégorielles permettent d'éviter le corporatisme... Parce que les luttes des femmes, des chômeurs et chômeuses, des précaires, des mal logé-e-s, des sans-papiers, des lycéens et lycéennes, des étudiants et étudiantes sont aussi les nôtres. Parce que les travailleurs et travailleuses du monde entier sont tous et toutes victimes des mêmes maux.